

## La plus haute cour de l'UE défend le droit de boycotter les produits issus des colonies israéliennes

### Description

Par Ali Abunimah, le 12 novembre 2019



La plus haute cour de l'UE a jugé que les consommateurs avaient le droit de savoir si les biens qu'ils achètent provenaient des colonies israéliennes construites sur des territoires palestiniens occupés en violation du droit international. ([Ronan Shenhav](#))

La Cour européenne de justice a jugé mardi que les biens provenant de colonies israéliennes situées sur des terres palestiniennes occupées devaient être étiquetés comme provenant des colonies.

Ce jugement porte un coup sévère aux efforts d'Israël pour légitimer ses colonies en Cisjordanie occupée et sur le Plateau du Golan où dont la construction est un [crime de guerre](#).

La Cour, la plus haute autorité judiciaire qui interprète le droit européen, a déclaré qu'il était obligatoire « pour éviter que les consommateurs soient induits en erreur sur le fait que l'État d'Israël est présent dans les territoires concernés en tant que puissante occupante et non comme entité souveraine ».

Le jugement reconnaît également que les colonies israéliennes relèvent d'une « politique de transfert de population » par Israël « en violation des règles du droit international humanitaire général ».

### Coup de pouce légal à BDS

Selon la cour de l'UE, un étiquetage correct est nécessaire pour que les consommateurs puissent faire « des choix informés, sur la base de considérations de santé, économiques, environnementales et sociales, mais également éthiques et relatives au respect du droit international ».

En d'autres mots, la plus haute cour de l'UE est en train d'affirmer le droit des citoyens à s'engager pour le boycott économique de biens dans le but de promouvoir le respect des droits de la personne et du droit international.

Cette partie du jugement sera particulièrement appréciée par les soutiens à BDS où boycott, désinvestissement et sanctions qui insistent sur le rôle des actions de la société civile pour amener Israël à rendre des comptes sur les violations des droits des Palestiniens.

---

Plus tÃ¢t dans lâ??annÃ©e, un avis consultatif rendu par un haut fonctionnaire de la cour de justice de lâ??UE a comparÃ© le vin produit dans les colonies israÃ©liennes aux biens qui venaient de lâ??Afrique du Sud du temps de lâ??apartheid.

Ã« De mÃªme que de nombreux consommateurs europÃ©ens refusaient dÃ¢?acheter des biens sud-africains durant lâ??Ã¢re de lâ??apartheid, avant 1994, les consommateurs dÃ¢?aujourdÃ¢?hui peuvent refuser pour des raisons similaires dÃ¢?acheter des biens venant dÃ¢?un pays donnÃ© Ã« parce quÃ¢?il poursuit Ã« des politiques que le consommateur rÃ©prouve ou mÃªme trouve rÃ©voltantes Ã», [a Ã©crit](#) Gerard Hogan, avocat gÃ©nÃ©ral Ã la Cour europÃ©enne de justice.

Son raisonnement semble avoir persuadÃ© les juges.

### **Cause perdue dÃ¢?avance**

Une directive de lâ??UE de 2011 exige un Ã©tiquetage rigoureux des biens pour protÃ©ger le droit du consommateur Ã lâ??information, y compris sur lâ??origine dÃ¢?un produit.

En 2015, lâ??UE [a publiÃ©](#) une Ã« note interprÃ©tative Ã» exigeant que les biens produits dans les colonies israÃ©liennes en Cisjordanie et sur le Plateau du Golan soient Ã©tiquetÃ©s comme issus de ces colonies.

Le gouvernement franÃ§ais a ensuite Ã©mis un rÃ©glement en 2016 exigeant un tel Ã©tiquetage sur les biens provenant des colonies.

LÃ¢?affaire portÃ©e devant la cour de lâ??Union europÃ©enne est nÃ©e dÃ¢?une tentative de faire annuler ce rÃ©glement franÃ§ais.

Elle a Ã©tÃ© soumise par la [Cave de Psagot](#), une entreprise dans une colonie, implantÃ©e sur [des terres palestiniennes volÃ©es et occupÃ©es](#), et par lâ??Organisation juive europÃ©enne, un groupe de lobby israÃ©lien.

Les fonctionnaires israÃ©liens semblent avoir anticipÃ© que le jugement de la cour leur serait dÃ©favorable. Ces derniers jours, des fonctionnaires anonymes ont critiquÃ© Psagot pour avoir portÃ© en justice ce qui leur apparaissait comme une affaire perdue dÃ¢?avance.

Ã« Comme sÃ¢?ils cherchaient dÃ¢?avance Ã reporter une faute sur quelquÃ¢?un, ces fonctionnaires ont averti que la Cour europÃ©enne de justice Ã©tait susceptible de se prononcer en faveur de la politique controversÃ©e en matiÃ©re dÃ¢?Ã©tiquetage et que le procÃ©s intentÃ© par Psagot, bien que juste, aurait finalement des rÃ©percussions nÃ©gatives Ã», [rapportait le Times of Israel](#).

Ã« La marge de manÃuvre des pays europÃ©ens sera rÃ©duite aprÃ©s la dÃ©cision de justice Ã», a dÃ©clarÃ© un fonctionnaire israÃ©lien.

Le jugement rendu par la cour europÃ©enne fait suite Ã une dÃ©cision similaire rendue par la Cour fÃ©dÃ©rale du Canada en juillet.

La cour canadienne [a jugÃ©](#) que les vins produits dans des colonies situÃ©es sur des terres palestiniennes occupÃ©es en violation du droit international ne pouvaient Ã¢tre Ã©tiquetÃ©s Ã« Fait en IsraÃ©l Ã».

La cour d'Ottawa a considéré que les personnes qui souhaitent exprimer leurs positions politiques par le biais de leurs décisions d'achat    devaient bénéficier d'informations exactes sur l'origine des produits en question à.

### Application laxiste de la loi

En 2017, des fonctionnaires européens [admettaient en privé](#) qu'il était à impossible à de déterminer de manière sûre lesquels des produits israéliens provenaient de colonies.

Ceci soulève la question de l'application effective de la décision de la cour par la bureaucratie européenne et les   tats membres qui [ne ménagent aucun effort pour assister Israël](#) et lui éviter de devoir rendre des comptes.

[https://twitter.com/OmarSShakir/status/1194186420363112449?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Fews-top-court-upholds-right-boycott-israeli-settlement-goods](https://twitter.com/OmarSShakir/status/1194186420363112449?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Fews-top-court-upholds-right-boycott-israeli-settlement-goods)

[https://twitter.com/PSCupdates/status/1194284718658732032?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Fews-top-court-upholds-right-boycott-israeli-settlement-goods](https://twitter.com/PSCupdates/status/1194284718658732032?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Fews-top-court-upholds-right-boycott-israeli-settlement-goods)

En outre, le différend actuel ne porte que sur la manière d'étiqueter les biens issus des colonies et non sur la question première de savoir si ces biens devraient même être autorisés à la vente en Europe ou dans d'autres pays.

[Amnesty International](#) et [Human Rights Watch](#) ont document   l'impact dévastateur des colonies israéliennes sur la vie et les droits des Palestiniens, et ont appelé toutes les entreprises à cesser totalement de travailler dans ou avec les colonies.

Amnesty et d'autres ont appelé les gouvernements à [interdire tout commerce de biens issus des colonies](#), mais après des décennies d'inaction, les pays de l'UE n'ont même pas encore mis en place un étiquetage adéquat.

Néanmoins, la décision de mardi sera un outil puissant pour aider les citoyens de l'UE à continuer à faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils mettent fin à la complicité avec Israël des Européens qui tirent profit de son système d'occupation, d'apartheid et de colonisation de peuplement.

Traduction : MUV pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2019/11/14